

POUR JUGULER LA HAUSSE DES PRIX

Les «concessions» du gouvernement

Le gouvernement concède, soucieux de juguler la hausse des prix de certains produits de consommation, en faveur des opérateurs, voire devant la rue. Qui assumera cependant la facture ? Qu'advient-il après le 31 août 2011 ?

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir)- Fortement attendues, les mesures prises samedi soir en conseil interministériel l'étaient. Dans le but de juguler la hausse «subite» des prix du sucre et de l'huile, l'exécutif décide de suspensions et exonérations fiscales, parafiscales et douanières. Représentant une charge de 41%, en déduction des prix de revient, ces mesures de facilitation financière sont limitées dans le temps, effectives du 1^{er} janvier au 31 août 2011.

L'exécutif offre des facilitations financières

Ces mesures comprennent une suspension des droits de douane, actuellement de 5%, à l'importation du sucre roux et des matières de base entrant dans la fabrication des huiles alimentaires. Pour les mêmes produits, l'exécutif décide également la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de 17%, ainsi qu'une exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS), de 19% pour les activités de production et de 25% pour les activités de distribution. Dans le but de démonopolisation du marché local du sucre, le gouvernement instaure, entre janvier et la fin août 2011, une exonération temporaire exceptionnelle des droits de douane et de la TVA exigibles à l'importation du sucre blanc. Par ailleurs, le gouvernement confirme que les prix du blé fourni aux minoteries sont subventionnés par l'Etat et demeureront inchangés. En outre, pour contenir les spéculations apparues sur la

farine, le quota de blé tendre fourni à chaque minoterie est porté de 50% à 60% de leur capacité de trituration. Cette mesure est entrée en vigueur hier sous la responsabilité de l'Office interprofessionnel des céréales (OAIC). Au menu de la rencontre qui a regroupé hier le ministre du Commerce avec les importateurs et les producteurs concernés, ces mesures doivent être répercutées, en urgence, sur les prix de vente aux consommateurs.

L'exécutif confirme le pouvoir régalién de l'Etat

D'autre part, l'exécutif confirme, à travers ces mesures, le pouvoir «régalien» de l'Etat en matière de puissance publique, tout en venant à la rescousse des distributeurs de gros. Ainsi, le gouvernement rappelle qu'«il est interdit à tout opérateur économique de se substituer aux pouvoirs publics dans l'imposition de procédures ou de délais excessifs pour fournir les grossistes distributeurs, notamment lorsqu'il s'agit de produits de base». Ainsi, les grossistes sont informés qu'ils n'ont nullement à présenter au producteur de sucre ou d'huile alimentaire ni une documentation nouvelle ni à procéder au règlement de leurs commandes par chèque. En ce sens, l'exécutif précise que cette mesure n'est obligatoire qu'à partir de la fin mars 2011.

L'appréciation patronale positive mais...

Certes, les mesures prises sont bien appréciées au niveau de certaines organisations patronales. Des

mesures «bonnes», estime le président de la Confédération des industriels et producteurs algériens (Cipa), Abdelaziz M'henni, au regard de «l'urgence». Cela même si la Cipa compte mûrir davantage la réflexion à ce sujet, précise son président. C'est une appréciation également positive qu'exprime la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), dont le président Mohand Naït-Abdelaziz estime que ces mesures sont «courageuses» et visent à «mettre de l'ordre». Cela même si le président de la CNPA s'interroge sur l'applicabilité de ces mesures «sur le terrain», d'autant que la régulation des circuits économiques est contrainte par le jeu de plusieurs «lobbies». De son côté, l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) refuse qu'on impute la hausse des prix aux commerçants de détail et approuve ces mesures. Des mesures positives quoique limitées dans le temps, relève le porte-parole de l'UGCAA, Tahar Boulouar, qui appelle l'exécutif à tenir un conseil interministériel dédié spécifiquement au développement de la production agricole et assurer l'autosuffisance alimentaire.

Des concessions, voire des leurres ?

Pour autant, ces mesures gouvernementales représentent des concessions devant les desiderata de certains opérateurs, même si le souci affirmé est de contrer la spéculation. Voire, elles représentent un recul devant la rue, la plupart des observateurs estiment que l'exécutif use de cette parade pour calmer le mécontentement social. En d'autres termes, ces mesures constituent «un



Photo : DR.

replâtrage», selon d'aucuns qui qualifient de leurres les avantages accordés aux différents importateurs, producteurs et grossistes. En attendant l'encadrement juridique approprié de ces mesures, des questionnements s'imposent.

Qui assumera la facture ?

Qui aura à assumer cette facture ? Les consommateurs en fin de compte, puisque les exonérations et suspensions décidées ne concernent pas le produit fini vendable, mais seulement les intrants. Les impor-

tateurs, les producteurs, les grossistes et les détaillants répercuteront-ils ces mesures sur le prix de vente ? Difficile d'y répondre, en raison de l'anarchie qui sévit dans la chaîne commerciale. Et ce, même si les importateurs et producteurs s'entendent sur des minima.

Et après le 31 août 2011 ?

Qu'advient-il après le 31 août 2011, date limite de validité des mesures décidées ? Ces dernières seront-elles reconduites ou amendées ou annulées ? Ces mesures impacteront-

elles effectivement sur le marché ? L'exécutif reste vague, même si le communiqué gouvernemental évoque l'élaboration concertée d'un système de stabilisation «permanente» des prix du sucre et des huiles alimentaires, durant la période de janvier à août 2011. Quel système prévoit-on de mettre ? Quelles mesures d'accompagnement ? La question reste de mise.

Autres questionnements

Autres questionnements. Pourquoi le gouvernement qui se soucie de la démonopolisation du marché local du sucre n'a pas encore installé le conseil de la concurrence ? Pourquoi la loi sur la concurrence de 2008 n'a-t-elle pas été appliquée effectivement sur le terrain, au-delà de la discussion sur la définition des marges bénéficiaires et la mise en œuvre des textes d'application des lois relatives aux pratiques commerciales ? Ces mesures contredisent-elles l'interdiction d'importation du sucre dans le cadre de la zone de libre-échange arabe ?

C. B.

TABLANT SUR DES COMPENSATIONS AUX PRODUCTEURS ET GROSSISTES

Benbada prévoit la baisse des prix du sucre et de l'huile

Le prix du sucre baissera à 90 DA le kilogramme et le bidon d'huile de 5 litres devrait baisser à 600 DA. Des baisses prévues en fin de semaine, selon le ministre du Commerce, Mustapha Benbada, qui a rencontré hier les opérateurs concernés et qui s'est exprimé sur les ondes de la Chaîne I de la Radio nationale. En ce sens, les deux parties ont convenu de mesures de compensation. Ainsi, les grossistes seront indemnisés par les producteurs qui seront indemnisés par les pouvoirs publics, indique

M. Benbada. De même, les deux parties ont discuté des modalités d'application du plafonnement des marges et des prix. Annonçant d'autres rencontres avec les opérateurs durant les semaines prochaines, Mustapha Benbada prévoit davantage de baisse des prix du sucre, dès le mois prochain. Et ce, en raison de l'entrée en vigueur des mesures d'exonération et de suspensions fiscales, parafiscales et douanières, décidées samedi soir en conseil interministériel.

C. B.

EN GUISE DE PROTESTATION CONTRE LE SACCAGE DE LEURS DÉPÔTS

Les grossistes de Semmar en grève générale

Les grossistes en produits de large consommation de Semmar, dans la commune de Gué-de-Constantine, ont baissé rideau hier, en guise de protestation contre le saccage de leurs dépôts par les émeutiers.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – Le saccage, ces derniers jours, des dépôts des grossistes en produits de large consommation au niveau la capitale, n'a pas laissé ceux-ci indifférents. A l'instar des grossistes d'El Hamiz et Jolie Vue, ceux de Semmar, dans la commune de Gué-de-Constantine, ont décidé de faire grève. Un calme inquiétant régnait hier

dans cette zone commerciale d'habitude très animée, et qui connaît quotidiennement une grande affluence de commerçants venant des quatre coins de la capitale, sans compter les camions semi-remorques qui y rendent très souvent l'accès très difficile. La circulation était particulièrement fluide et les piétons peu nombreux. Interrogé, un grossis-

te, dont le dépôt est fermé, dira que cette initiative vise à dénoncer le fait que les services de sécurité aient laissé les émeutiers s'en prendre à leurs biens. Pourtant, souligne-t-il, «nous n'avons aucun lien, ni de loin ni de près, avec la flambée des prix qui a touché les produits de première nécessité. Nous subissons la hausse des prix au même titre que les consommateurs, et c'est ce que ces derniers n'arrivent toujours pas à comprendre. Pourtant, nous sommes censés être au courant de ce qui est à

l'origine de cette flambée subite, qui nous a plongés dans le chaos». Ainsi, les grossistes en produits de large consommation exigent du gouvernement de prendre en charge les dégâts causés par les émeutiers. «Nos rideaux demeureront baissés jusqu'à ce que le gouvernement décide de prendre en charge notre situation et de nous assurer la sécurité, car qui nous dit que les émeutiers ne vont pas encore s'en prendre à nous si nous ouvrons demain ?» a-t-il conclu.

M. M.

SELON LE P-DG DE CEVITAL, ISSAD REBRAB

L'industrie du raffinage risque de subir des problèmes

La suppression de la taxe sur la valeur ajoutée et des droits de douane sur les huiles brutes et le sucre roux va «énormément faire baisser les prix du sucre et de l'huile», selon le P-dg du groupe Cevital. Néanmoins, Issad Rebrab a estimé hier que l'industrie du raffinage du sucre risque de subir des problèmes, en rappelant que les capacités de raffinage avoisinent les 2 millions de tonnes. Réagissant aux mesures prises par le gouvernement pour juguler la hausse des prix de ces deux produits, M. Rebrab considère que la proportion de la baisse sera fonction de ce que l'Etat va baisser en matière de TVA et des droits de douane en écartant l'IBS. Car, explique-t-il, c'est un impôt calculé sur un an et qui n'est recouvert que si l'entreprise a réalisé des bénéfices. Pour M. Rebrab, les stocks de sucre et d'huile, importés avant l'institution de ces mesures, «vont poser un problème aux opérateurs qui ne peuvent les céder actuellement sans droits de douane sauf si le gouvernement décide de leur restituer les taxes versées à cet effet».

C. B. / APS